

# Première édition du «Challenge entrepreneurial du bassin du Congo» à Brazzaville Télécommunications, numérique et Internet au Congo: avantages, défis et opportunités d'affaires?

Indispensables au développement économique et social, les télécommunications et les technologies de l'information et de la communication (T.i.c) sont aussi une activité à part entière, qui génère d'importants revenus et des emplois. Si la téléphonie mobile a fait un grand bond en avant, en revanche, le numérique en est encore à ses débuts au Congo. Mais, les projets en cours, notamment en matière d'infrastructures et la demande grandissante en services et produits devraient rapidement bouleverser le marché.

## Boom de la téléphonie mobile

Troisième contributeur au budget de l'Etat, après le pétrole et la filière bois, pour environ 55 milliards de francs Cfa, le secteur des télécommunications est en pleine croissance. Fin 2012, les quatre opérateurs de téléphonie mobile (Airtel, M.t.n, Warid et Azur), totalisaient quelque 4,28 millions d'abonnés, contre 2,9 millions en 2009, pour un chiffre d'affaires de 255,2 milliards de francs Cfa, contre 200,2 milliards en 2009, soit une croissance de 45,3% en l'espace de quatre ans.

## Pénétration Internet encore faible

Malgré la multiplicité des fournisseurs d'accès, le taux de pénétration Internet reste très faible, ne dépassant pas 7% en 2011, et 82% des parts de marché sont détenus par seulement trois opérateurs. Le lancement de la 3G par Airtel, et

également par M.t.n depuis quelques semaines, et l'acquisition de smartphones par un nombre grandissant d'abonnés devraient, toutefois, faire progresser ce taux. Autant dire que ces évolutions ont porté un coup aux cybercafés qui tendent à disparaître même dans les quartiers populaires des villes.

## L'espoir du haut débit

Pour l'heure, si la connectivité du Congo reste faible, sa connexion, en mai 2012, au câble sous-marin à fibre optique du consortium «West Africa cable system» (Wacs), via la station de Matombi, située dans le Kouilou, devrait modifier la donne.

Après le déploiement d'une dorsale (backbone) aérienne entre Pointe-Noire et Owando, les travaux de déploiement d'un câble souterrain entre Pointe-Noire et Ouesso ont commencé.



Le ministre Thierry Lézin Mougalla à l'occasion de la visite des installations du projet Cab.

Outre les points d'échange départementaux ou Pop (Points of presence) et les boucles optiques métropolitaines, il reste à mailler l'ensemble du territoire en fibres optiques et à interconnecter le réseau congolais à ceux de ses voisins. Des jonctions qui seront réalisées dans le cadre du projet Cab (Central african backbone), appuyé par la Banque mondiale. Dans ce cadre, le premier point d'échange Internet du Congo, dénommé C.g.i.x, a été lancé en mai dernier.

Autant d'infrastructures qui offriront, à court et à moyen termes, une plus grande vitesse d'accès à Internet et des prix plus compétitifs, progressivement au plus grand nombre. Et qui permettront d'étendre les services à valeur ajoutée, dont la demande est en hausse.

## Des services encore limités

Pour l'heure, l'offre est limitée à la 3G et au mobile banking (transfert d'argent), développé par Airtel et M.t.n. Et Quelques rares autres produits. Ainsi, une société privée, Megatel systems, a lancé le portail Bureauflex.com, qui fournit du «cloud computing» professionnel aux services diversifiés (comptabilité en ligne, transfert d'argent, commerce et archivage électronique, voire vente de billets d'avion et édition numérique). Le «e-gouvernement» a démarré sous la houlette du Ministère de l'économie et des finances, qui a interconnecté ses administrations sous tutelle. L'interconnexion de l'ensemble des administrations est à l'étude. «On va actualiser notre politique nationale de développement des T.i.c, notre cyber-stratégie, qui est basée sur deux piliers: l'e-business et l'e-gouvernement. En matière d'e-gouvernement, nous voulons développer des services dématérialisés aux citoyens et aux entreprises», assure M. Guy-Roland Ntsim-ba, le directeur des T.i.c au Ministère des postes, des télécommunications et des nouvelles technologies de l'information et de la communication. Quant au projet de télémédecine entre le C.h.u (Centre hospitalier universitaire) de Brazzaville et des Universités indiennes, il avance bon train.

des populations aux secteurs bancaires, éducatifs et sanitaires. Et à l'information. L'Afrique est, d'ailleurs, le numéro 1 mondial de la banque mobile. A Madagascar, en Tanzanie, en Ouganda et au Kenya, il y a plus de comptes bancaires mobiles que classiques. En Côte d'Ivoire, durant les conflits, outre des économies en termes de coût de déplacement, le transfert d'argent a évité aux paysans de transporter de l'argent liquide et de se faire racketter sur les routes. En Ouganda, FoodNet a créé des bases de données, consultables par S.m.s., intégrant des informations sur des produits agricoles ainsi que leurs prix de gros et de détail. Grâce à la mise à jour quotidienne de ces données, les agriculteurs peuvent trouver les meilleurs prix proposés sans se déplacer sur différents marchés.

Le Kenya et l'Inde ont fait des

déboucher sur la mise au point de services et de produits innovants, adaptés aux besoins du marché congolais. Mais aussi de Kinshasa, la capitale de la RD Congo, que vise le Congo.

## Des équipements «made in Congo»?

S'ils sont assemblés en Chine, la tablette, le smartphone et le téléphone mobile orienté vers le multimédia de l'entreprise V.m.k, vendus à des prix abordables pour la bourse des Congolais, ont été conçus par son directeur, M. Véronique Mankou, un fils du pays. Un plus. Mais l'assemblage, voire la production de ces matériels et équipements sur place peut être envisagé. M. Véronique Mankou projette déjà d'implanter une usine d'assemblage de téléphones au Congo. Dans le cadre des zones franches et des zones économiques spéciales, en



Avec la représentante-résidente de la Banque mondiale.

T.i.c, considérés comme le cœur de la seconde révolution industrielle, la clef de leur stratégie de compétitivité globale. Du coup, une place importante est donnée à l'é-éducation. En mai dernier, le gouvernement kenyan a annoncé un plan d'installation de centres d'incubation de T.i.c dans tous les comtés du pays et envisage de doter les élèves d'ordinateurs. Il met aussi l'accent sur la e-santé, pour contrebalancer, en partie, le manque de compétences et de matériels dans les hôpitaux et dispensaires et le problème des déplacements des populations, par la route notamment.

cours de mise en place, les conditions d'implantation (franchise douanière et fiscale) permettront d'obtenir des coûts de production compétitifs. Bien évidemment, le grand chantier du numérique passe aussi par l'adoption d'un cadre juridique et institutionnel, de normes T.i.c et l'élaboration d'un référentiel des métiers liés à ce secteur. Sans oublier la formation d'informaticiens, d'ingénieurs, de techniciens, de gestionnaires et autres personnels qualifiés. Et l'initiation des écoliers, élèves et étudiants aux T.i.c et à l'informatique, la majorité d'entre eux ne disposant pas d'ordinateurs et limitant l'usage d'Internet à la consultation de mails et de facebook. Au Kenya, dans la circonscription de Mathiyoa, la majorité des écoles intègrent dans leur programme, l'enseignement des T.i.c et des formations de base sur ces technologies sont données aux habitants des zones rurales pour leur donner l'opportunité de créer des activités génératrices de revenus et de communiquer avec l'étranger. Si elle relève d'abord de l'enseignement public, la formation peut aussi venir de privés et d'associations, pour notamment la remise à niveau et le recyclage des personnels. De quoi donner des idées aux plus entrepreneurs. Et faire entrer le Congo dans la société mondiale de l'information.

Muriel Devey MALU-MALU  
RICE (Réseau International des Congolais de l'Extérieur)

## ETUDE de Maître Jean Marie MOUSSOUNDA

Notaire au ressort de la Cour d'Appel de Brazzaville  
1<sup>er</sup> étage immeuble City Center, Centre-ville, B.P: 587  
Tél.: (00242) 81.18.93; 06.664.83.17; 05.522.06.60  
E-mail: moussoundajeanmarie@yahoo.fr  
REPUBLIQUE DU CONGO

## SOCIETE IKO-CONSTRUCTION

Société A Responsabilité Limitée Unipersonnelle  
Au Capital de 2.000.000 F.CFA  
BZV/13 B 4623; Siège: 171 bis, de la rue Abolo (Ouenzé)  
Brazzaville

## INSERTION LEGALE

Aux termes des actes reçus par Maître Jean Marie MOUSSOUNDA, en date à Brazzaville du 03 octobre 2013, dûment enregistrés à Brazzaville, aux Domaines et Timbres de Poto-Poto, la même date, sous Folio 174/11, n°2468, il a été constituée une Société dénommée: «IKO-CONSTRUCTION» dont les caractéristiques sont les suivantes:  
**Forme:** Société A Responsabilité Limitée Unipersonnelle;  
**Capital:** le capital social de la Société est de: 1.000.000 F.CFA;  
**Siège:** Le siège de la Société est fixé à Brazzaville, 171 bis, de la rue Abolo (Ouenzé);  
**Objet:** La Société a pour objet, en République du Congo:

\* Import-export, construction et rénovation des bâtiments, travaux publics, assainissement, conseil

en construction;  
**Durée:** La durée de la société est de 99 années;  
**RCCM:** La Société a été immatriculée au Registre du Commerce et du Crédit Mobilier du Tribunal de Commerce de Brazzaville, sous le n° BZV/13 B 4623 du 04 octobre 2013;  
**Gérance:** Suivant Procès-verbal de l'Assemblée générale de décisions de l'associé unique en date du 05 septembre 2013, Monsieur ILOKI Ghislain Thierry Ulrich, de nationalité Congolaise, est le Gérant-associé unique de la Société.  
Dépôt des statuts a été entrepris au Greffe du Tribunal de Commerce de Brazzaville, conformément à la loi.

Pour insertion,  
Maître Jean Marie  
MOUSSOUNDA

## Beaucoup reste à faire

Malgré ces premières avancées, beaucoup reste à faire. E-gouvernance, e-enseignement, e-santé (échanges d'informations à distance), e-banking (transfert d'argent, paiement de factures, virement de salaires, versement de micro-prêts), e-commerce, e-business, call centers, technologies informatiques et services de communication, logiciels, sites web et autres applications. G.p.s, télésurveillance, acquisition de data-centers pour stocker l'information, mise au point de systèmes pour lutter contre la cybercriminalité, vente, voire fabrication d'équipements et de matériels, y compris de cartes de recharge de téléphone... l'éventail des activités à développer est vaste. Sans compter la fourniture d'énergie, soixante notamment, pour alimenter les équipements dans les lieux mal desservis en électricité.

## Les exemples voisins

Dans un nombre grandissant de pays africains et émergents, le déploiement de ces services a nettement favorisé l'accès

## Technopoles et incubateurs d'entreprises

En matière de T.i.c, le Congo compte bien rattraper son retard. Un projet de mise en place de deux technopoles T.i.c est, en effet, à l'étude. L'une, basée près de Brazzaville, hébergera de grandes entreprises étrangères, à l'expertise reconnue, et des P.m.e/P.m.i locales, qui seront encadrées par ces dernières. «Elle abritera aussi des incubateurs d'entreprises, des centres d'affaires et de formation, voire des centres d'appel», insiste M. Ntsim-ba. Localisée à Pointe-Noire, l'autre technopole sera tournée vers l'innovation technologique, «pour avoir des contenus locaux». Les échanges entre chercheurs et entrepreneurs que les deux parcs technologiques favoriseront, devraient

**Pour de bonnes analyses, j'aime lire La Semaine Africaine.**